

LETTRE / mi-mandat Bilan #5

du groupe Europe Ecologie les Verts / Parti Occitan

du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Page 2 - CONSEIL RÉGIONAL ET ECOLOGIE POLITIQUE

Pages 2/3/4/5/6 - QUE FONT-ILS ?

Divergences avec la majorité
Dossiers et politiques.

Page 7 - RENFORCER LES SYNERGIES

Mobilisations générales et synergies !
Liens EELV Région/National/Europe
Solidarités internationales

Page 8 - FAIT ! CE QU'IL RESTE À FAIRE - COORDONNÉES



Les élu-e-s écologistes, quelles priorités ?

Santé, ALIMENTATION, logement, énergie, emploi, moyens de déplacement, LUTTE
CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET INJUSTICES, préservation des ressources et de la biodiversité, eau,
qualité de l'air, AGRICULTURE, bois, plantes, animaux, protection littoral, DÉVELOPPEMENT DES RICHESSES HUMAINES
(culture(s)), FORMATION, langues...), GESTION RIGOUREUSE, coopération, aménagement durable...

L'écologie politique, ce n'est pas la protection de l'environnement par amour immodéré de la Nature, de la faune, flore et des paysages bucoliques. Ce n'est pas non plus la méfiance pathologique à l'égard de l'humain ni du progrès dont il est capable. Elle n'est pas la loi du plus fort et l'acceptation confortable de la sélection naturelle. Ce qui est, somme toute, le crédo du libéralisme : laissons faire la « nature », le génie humain et tout le monde en profitera. On voit !...

L'écologie induit la protection de l'environnement, source première et sine qua non de notre vie. L'écologie se préoccupe tellement de l'humain, qu'elle s'attache dans un souci d'équité et de justice, à assurer à chacun-e, des enfants aux seniors, un présent confortable, digne, avec la préoccupation de l'avenir et du droit des générations futures à vivre également dignement, confortablement et en paix.

Qu'entendons-nous par un présent « confortable », protecteur du futur ?

La prise en compte de l'humain, de toutes les ressources, des usages et des conséquences. Ici et ailleurs. Maintenant et pour demain.

C'est cela l'écologie, celle que nous pratiquons et que nous essayons d'insuffler dans les politiques régionales. Pour preuve, les politiques que nous avons voulu piloter ! 4 vice-présidences : Santé/Alimentation, Transports, Logement/Foncier/Habitat, Développement soutenable/Energie/Climat et les présidences des commissions Emploi/Développement économique régional(...), Agriculture/(...) et Culture/(...).

Nous sommes 18 élu-e-s EELV/Parti occitan au Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Une équipe soudée, travailleuse, pleine d'entrain et de pugnacité, avec des collaborateurs/trices précieux. 18 sur 123 conseillers ! C'est dire la difficulté d'aller dans le sens que nous souhaitons !

La multiplication des écologistes aux manettes publiques garantirait la politique comme souci du bien commun et de l'intérêt général, visionnaire, anticipatrice, non à l'échelle d'un seul mandat, d'une alternance entre deux partis concurrents, ni d'une seule génération, mais pour des horizons plus lointains encore.

Il reste à reproduire à grande échelle ces politiques plus vertueuses. C'est l'affaire de chacun-e. Dans ses pratiques et dans les urnes !

CONSEILLERS REGIONAUX EUROPE ECOLOGIE LES VERTS / PARTI OCCITAN,
SUIVRE LEURS ACTIONS ET LEURS POLITIQUES :

<http://paca.elus-ecologistes.fr>



André ASCHIERI
Vice-Président
Foncier / Logement / Habitat



Sophie CAMARD
Présidente Commission Emploi,
Dvpt économique régional,
Enseignement supérieur et
Innovation



Colette CHARRIAU
Déléguée Logement / Habitat



Philippe CHESNEAU
Co-président du Groupe
Délégué auprès du Président
pour le Dvpt Economie
responsable



Annick DELHAYE
Vice-Présidente
Développement soutenable
Environnement / Energie / Climat



Christian DESPLATS
Président de l'Agence Régionale
pour l'Environnement (ARPE)



Joëlle FAGUER
Déléguée Solidarité
Internationale



Hervé GUERRERA
Délégué Schéma Régional
d'Aménagement et de
Développement durable du
Territoire (SRADDT)



Anne-Marie HAUTANT
Vice-Présidente
Santé / Alimentation



Annabelle JAEGER
Déléguée biodiversité



Philippe MUSSI
Membre de la Commission
d'Appels d'Offres (CAO)



Jacques OLMIER
Président Commission
Agriculture/Forêt/Mer/Pêche/
Littoral



Jean-Yves PETIT
Vice-Président
Transports / Eco-mobilité



Christine SANDEL
Déléguée Protection Littoral et
Milieux marins



Aïcha SIF
Co-présidente du Groupe
Présidente Commission Culture,
Patrimoine culturel et Tourisme



Pierre SOUVET
Secrétaire général de
l'Observatoire Régional de la
Santé (ORS)



Marie TARBOURIECH
Déléguée
Alimentation de qualité



Laurence VICHNIEVSKY
Référente du groupe au national
Membre du Bureau Exécutif EELV



LE CONSEIL RÉGIONAL

Quelques chiffres sur la région

5 000 000 d'habitants
80% de la population vit sur le littoral
20% des enfants vivent dans un ménage pauvre
1^{ère} région touristique de France

Budget 2012 : 1,972 milliard €
(Budget ville de Marseille : 1,717 milliard €, Budget Conseil Général 13 : 2,3 milliards €)

« COMPÉTENCES » OBLIGATOIRES

- le développement économique
- le transport régional des voyageurs (notamment les TER)
- l'aménagement du territoire
- les lycées (hors personnel enseignant et programmes)
- la formation professionnelle et l'apprentissage
- les Réserves et Parcs Naturels Régionaux

COMPÉTENCES « VOLONTARISTES »

- emploi, politique territoriale
- environnement / énergie
- formation initiale/ recherche
- politique de la ville • culture • sports
- solidarité • santé • alimentation • tourisme
- jeunesse/vie associative • prévention/sécurité
- mer/littoral • agriculture • Europe/international

FORCES POLITIQUES EN PRÉSENCE

MAJORITE : 72

Groupe Socialiste,
Radical et républicain : 45
Groupe EELV / POC : 18
Groupe Front de Gauche : 9

OPPOSITION : 51

Groupe UMP : 30
Groupe Front National : 21

FONCTIONNEMENT

L'Assemblée, organe délibératif : 123 conseillers régionaux.

Votes des politiques régionales lors des Assemblées Plénières (tous les 2 mois) et lors des Commissions Permanentes (toutes les 6 semaines).

Le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (**CESER**), **organe consultatif** : 116 membres

Les services techniques

Le bureau, organe exécutif : constitué du Président (Michel Vauzelle) + 15 Vice-Président-e-s + les président-e-s des groupes politiques.

Le Conseil Régional des Jeunes (créé en 1999), composé de 123 lycéen-ne-s et apprenti-e-s élu-e-s pour 2 ans



L'ÉCOLOGIE POLITIQUE ON COMMENCE PAR QUOI ?

Par l'attention à la gouvernance au sein de l'Institution et la gestion rigoureuse de l'argent public. C'est aussi par le respect de la parité homme/femme en imposant une co-présidence paritaire de groupe. Nous sommes les seuls à l'avoir fait !

L'ÉCOLOGIE ET LES CHIFFRES

Ecologiser les institutions publiques, c'est réclamer des évaluations des politiques en cours, afin de considérer rationnellement la pertinence de les prolonger, modifier, amplifier. Demander des comptes aux établissements financiers partenaires et ne plus travailler avec ceux qui gardent des liens avec les paradis fiscaux. Demander, encore en vain dans certains secteurs, des critères transparents, et des critères sociaux et environnementaux dans les attributions de subventions.

Pour la 1^{ère} fois dans la majorité et dans l'institution, notre groupe a déposé des amendements pour le budget 2011. Il le fallait afin, à l'avenir, d'être enfin associés au travail préparatoire du budget, exercice-clé politique. **En effet, le budget traduit concrètement les visions politiques, les choix réels opérationnels.** + de budget sur le rail ou les routes ? Budget sur les grands stades ou le développement des énergies renouvelables en région... ? En 2012, des mois de négociations et de travail commun avec les partenaires de la majorité ont abouti au vote du budget.

Notons que notre groupe a obtenu la mise en place de pénalités pour les conseillers régionaux absents lors des commissions.

L'ÉCOLOGIE ÉTABLIT DES PRIORITÉS

Ecologiser signifie établir des priorités dans les interventions régionales et marquer les efforts dans les projets durables, bénéfiques tant pour l'économie de notre région, que pour la qualité de vie des habitants. L'un ne va pas sans l'autre.

En premier lieu, **améliorer l'offre de transports en commun, à l'heure où les embouteillages, la pollution, le prix du carburant ne cessent d'augmenter.** J.-Y. Petit, notre vice-président aux transports, s'y est attelé dès le premier jour du mandat, avec détermination ! Son travail est salué de toutes parts.

Le foncier, le logement et l'habitat, politiques portées par A. Aschiéri et C. Charriau. A travers les nouvelles orientations politiques sur le foncier et l'habitat qu'ils ont portées en tant qu'élus délégués, il s'agissait, pour les écologistes, **de faire en sorte que la Région les affirme comme prioritaires et y entraîne progressivement tous les acteurs régionaux et tous les territoires urbains.** La Région a ainsi désormais posé ces actes volontaristes notamment pour lutter contre l'étalement urbain, pour préserver les terres agricoles au profit

du développement d'une agriculture biologique de proximité, pour aider prioritairement les acquisitions foncières pour la construction de logements pour tous, pour adosser une politique ambitieuse de réhabilitation thermique des logements sociaux aux programmes de réhabilitations classiques.

Pa ailleurs, nous poussons, avec A. Delhaye, la région à s'engager plus fortement dans la transition énergétique, d'un côté **en travaillant sur la baisse de la consommation, de l'autre en développant la production d'énergie par les énergies renouvelables**, avec l'intention, affirmée par une motion, **de sortir progressivement du nucléaire d'ici 2050...**

L'ÉCOLOGIE, C'EST REFUSER LE FATALISME ET L'IMMOBILISME.

Nous verrons plus loin (p 7) toutes les mobilisations citoyennes que nous déclenchons parfois, que nous accompagnons et surtout que nous traduisons politiquement (par des vœux, motions, délibérations lors des Assemblées, ou par des votes CONTRE). Manifester, critiquer, s'indigner, pétitionner, il le faut ! Mais il faut aussi être cohérent dans les choix et votes politiques.

UN EXEMPLE : L'OIN PLAINE DU VAR

L'OIN (Opération d'Intérêt National) **Plaine du Var (dans les Alpes-Maritimes)**, soit-disant « Eco-Vallée », est une mascarade écologique et démocratique !

Les opérations d'aménagement s'apparentent davantage à une « béton-vallée » compromettant sérieusement les terres agricoles et les espaces naturels de la Vallée du Var.

Nous dénonçons aussi la parfaite opacité de cette opération où les partenaires et les citoyens sont privés de débat !

Quelques dates clés de notre mobilisation :

- **mars 2010** : A. Jaeger obtient un siège au sein de l'Établissement public d'aménagement de l'OIN afin de porter la voix des écologistes ;

- **février 2011**, Michèle Rivasi, député européen-e EELV répond à l'appel des élus, associations et militants locaux. Un Collectif OIN pour un débat public est créé ;

- **16 décembre 2012**, les élus régionaux votent une motion demandant à la Commission Nationale du Débat public un débat public sur l'OIN ;

- **6 janvier 2012**, les élus EELV locaux, régionaux et européens se retrouvent dans la plaine du Var pour rencontrer les acteurs du territoire : associations, syndicats, entreprises et citoyens.

- **17 février 2012**, les élu-e-s EELV/Partit occitan s'opposent (en vain !) au protocole financier liant la Région à l'OIN pour les 15 prochaines années et proposent de verser les 10 millions d'euros (sur 10 ans) sur des actions de reconquête des terres agricoles, de développement des énergies renouvelables, des transports en commun et de continuités écologiques.

Infos

Conseil Régional PACA, 27 place Jules Guesde
13481 Marseille cedex 20 - **04 91 57 50 57**

Les **délibérations** votées sont consultables sur le site du Conseil Régional PACA. Il s'agit d'un moteur de recherche.
<https://deliberation.regionpaca.fr/>

Les Assemblées Plénières sont à suivre en direct ou différé sur la web-télé :
<http://tv.regionpaca.fr/index.php/page/conseil>

COMMENT FONCTIONNER EN GROUPE ?

Au-delà des équipes de travail, des binômes, des échanges quotidiens, notre groupe se réunit tous les 15 jours, afin d'échanger des informations, travailler sur les chantiers, propositions, freins de chacun-e. 1 à 2 fois par an, nous consacrons une journée à un séminaire de travail et suivons également des formations. Les coprésidents, Philippe Chesneau et Aïcha Sif sont les porte-voix du groupe auprès du Président et son Cabinet. Tous les lundis, des élu-e-s réuni-e-s en « bureau » avec les collaborateurs, élaborent l'agenda de travail de la semaine et répartissent les tâches multiples qui devront être réalisées.

Nous effectuons des « tournées des territoires » en petits groupes d'élu-e-s pour rendre compte de nos actions auprès des sympathisants et rencontrons des acteurs locaux, porteurs de projets.

Cette méthode de travail mise en place dès avril 2010 a permis de souder le groupe, de développer une culture et une force communes et, ainsi, de **pouvoir développer en un an une grande partie des projets inscrits dans le programme des élections régionales**, alors que la machine institutionnelle, complexe et parfois verrouillée, rend la tâche difficile.

Le groupe bouscule des habitudes prises par nos partenaires de la majorité et oeuvre pour un conseil régional plus démocratique, plus transparent, plus ambitieux, tout en étant plus économe sur des dépenses dont l'utilité générale n'est pas prouvée.

Chaque élu-e participe à 2 commissions de travail, examine attentivement les dossiers pour lesquels la commission émet des avis, avant qu'ils ne soient soumis au vote des assemblées plénières et permanentes.

Certains sujets nous semblent bien travaillés par des collègues du PS et du Front de Gauche. Cela nous permet de nous concentrer sur des thèmes que nous sommes seuls à porter ou aborder avec des angles écologiques, ou sur des dossiers sur lesquels nous ne partageons pas la même vision des choses !

Enfin, les élu-e-s siègent dans nombre d'organismes extérieurs. Aux conseils d'administration des lycées, des parcs naturels régionaux pour ne citer qu'eux !



Journée dans les Alpes de Haute-Provence (04), avec P. Chesneau, C. Sandel, C. Charriau, M. Tarbouriech

Sous l'impulsion de L. Vichnievsky, S. Camard et J.-Y. Petit, le groupe et des élus EELV de la ville de Marseille ont passé une journée de visite et rencontres au Grand Port Maritime de Marseille en sept. 2011.



ÉCOLOGISTES AU CONSEIL RÉGIONAL

RESPECT DE LA PARITÉ, SURTOUT DANS LES FONCTIONS À RESPONSABILITÉ

ATTENTION À LA GOUVERNANCE AU SEIN DE L'INSTITUTION ET À LA GESTION RIGOUREUSE DE L'ARGENT PUBLIC.

PARTICIPATION AU TRAVAIL SUR LE BUDGET ET DEMANDE DES DOCUMENTS EN AMONT

DEMANDE D'ÉVALUATIONS DES POLITIQUES ET DES CRITÈRES PLUS CLAIRS POUR LES ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS

DEMANDE DE PRIORITÉS CLAIRES, DE MARQUEURS POLITIQUES FORTS (LOGEMENT, SANTÉ, TRANSPORTS, FORMATION..., NE PLUS FINANCER LES ROUTES, LES AÉROPORTS, LES GRANDS STADES ET PALAIS DE LA CULTURE, ITER...)

DEMANDE DE PRISE EN COMPTE DES IMPACTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DE TOUTES LES POLITIQUES DE LA RÉGION ET DE CELLES DES PARTENAIRES

NOS DIVERGENCES AVEC LA MAJORITÉ

Nous sommes minoritaires au sein de la Majorité PS/EELV/Front de Gauche. Malgré notre projet commun et des convergences, nos partenaires ne partagent pas toutes nos visions et préoccupations. Ça se saurait ! Malgré nos batailles et arguments, nous voyons votés des financements d'opérations d'Etat coûteuses et nuisibles à l'environnement : ITER, Tunnel de Toulon, LGV, OIN plaine du Var... et le co-financement d'opérations de prestige portées par des grandes collectivités de droite : couverture du stade Velodrome, Palais des Festivals à Cannes, etc. Sans parler de dépenses internes, de communication de prestige, d'événements sportifs de grande ampleur, onéreux... Autant d'opérations qui mobilisent des financements importants au détriment de nos politiques d'avenir, au détriment de besoins plus essentiels de la population et d'équipements de proximité dans des quartiers ou territoires mal desservis.

AÉROPORT D'AVIGNON

L'objectif de la Région reste d'augmenter le nombre de liaisons aériennes de cet aéroport, contre l'avis des écologistes.

GRANDS STADES ET PALAIS DES FESTIVALS

Nous nous opposons, en vain, à tout financement par la Région des grands stades et des palais de la « culture » (Stade Vélodrome, Stadium de Nice, Palais des festivals à Cannes...).

TUNNEL DE TOULON

Seuls à nous opposer au financement régional des **surcoûts** colossaux. Le Conseil Régional ne doit pas assumer ce qui est de la responsabilité de l'Etat.

NOUVEAU TUNNEL ROUTIER DU COL DE TENDE

Les travaux n'ont pas encore commencé. Le projet entraînera l'asphyxie automobile de la Vallée de la Roya. 35.4 M€ de financements régionaux sont en jeu. Nous demandons la remise en cause de la Convention tripartite de cofinancement, qui nous lie avec l'Etat et le département des Alpes-Maritimes.

ITER

Seuls à voter contre et à demander l'arrêt du financement régional de ce projet irréaliste et au surcoût croissant.

LGV

Seuls à proposer un projet ferroviaire alternatif à la LGV, opération trop onéreuse financièrement et environnementalement.

FINANCEMENT DU 6^e FORUM MONDIAL DE L'EAU A MARSEILLE EN 2012

Seul groupe à s'opposer au financement du Forum (collusion public-privé inacceptable). Après négociations, la Région s'est cependant engagée à soutenir le Forum alternatif Mondial de l'Eau (FAME).

ECO-CONDITIONNALITÉ ET EVALUATION

Les écologistes ont avancé pour la mise en place de critères « sociaux, sociétaux et environnementaux ». Mais ce travail n'est qu'un début, PS et Front de Gauche étant fortement réticents à introduire ces critères.

SOUTIEN À DES STRUCTURES CULTURELLES DE PROXIMITÉ

Face au soutien aux grands festivals de prestige, nous rencontrons des difficultés récurrentes à réorienter les aides au secteur culturel : la critérisation n'est pas aboutie et l'aide transparente aux petites structures est un combat continu...



MIEUX S'ALIMENTER

DÉVELOPPER L'APPROVISIONNEMENT DES LYCÉENS EN PRODUITS DE QUALITÉ ISSUS DE CIRCUITS COURTS (PRODUCTION LOCALE) ET EN PRIORITÉ BIOLOGIQUES

85 000 lycéens inscrits à la demi-pension ou à l'internat
26 millions d'€ de denrées alimentaires achetées chaque année par les lycéens,
11 millions de repas servis par an aux lycéens

DÉVELOPPER UN MEILLEUR ÉQUILIBRE ALIMENTAIRE DANS LA RESTAURATION SCOLAIRE LYCÉENNE + CAMPAGNES DE COMMUNICATION NUTRITIONNELLE

PERMETTRE À TOUTES LES FAMILLES D'ACCÉDER À CE SERVICE PUBLIC (TARIFICATION SOCIALE)

PRÉVENIR PLUTÔT QUE GUÉRIR MIEUX SE SOIGNER

PRÉVENTIONS : IMPORTANCE DU CAPITAL SANTÉ POUR LES JEUNES

PASS CONTRACEPTION EN COURS

CRÉATION DE MAISONS RÉGIONALES DE LA SANTÉ

POUR UNE AGRICULTURE LOCALE DE QUALITÉ.

1^{ère} RÉGION PRODUCTRICE DE PRODUITS AGRICOLES BIOS !

OBJECTIF VOTÉ : 30% DE BIO EN 2020

SAUVER LE FONCIER AGRICOLE !

PRÉSERVATION DES TERRES AGRICOLES, AUGMENTATION DU BUDGET POUR LA POLITIQUE FONCIÈRE AGRICOLE

Nos politiques phares

Création d'une délégation **SANTÉ/ALIMENTATION**, sous notre impulsion, pilotée par A.-M. Hautant ! L'impact de l'environnement et de l'alimentation sur la santé n'est plus à prouver. Nombre d'études scientifiques le confirme !

Travailler sur la restauration scolaire est d'autant plus fondamental que la question des approvisionnements permet de traiter également des sujets qui nous sont chers : l'agriculture locale de qualité, les circuits courts de production et permettre le développement de l'emploi local...

RESTAURATION SCOLAIRE : Mieux manger !

Un service public régional de restauration des lycées, service de proximité par excellence, constitue un enjeu stratégique pour notre collectivité, par l'importance du public concerné, l'impact économique, notamment sur les filières agricoles et agro-alimentaires régionales et les enjeux de santé publique et de développement soutenable. La restauration doit répondre à des enjeux de :

- **réduction des inégalités sociales par une politique tarifaire adaptée.** Une délibération a été votée en ce sens en juin 2011. Nous avons travaillé également à l'harmonisation nécessaire des tarifs entre établissements.

- d'amélioration de la qualité, par une politique éducative au « savoir bien manger ».

Le changement des habitudes alimentaires est donc un enjeu fondamental pour nous tous, acteurs publics, parents d'élèves, professionnels de l'éducation et de la santé. Les jeunes sont associés à la réflexion sur des modes de restauration alternatifs.

Dans le cadre d'AGIR+, une étude a démarré sur la consommation énergétique des restaurants scolaires, de l'achat des produits en passant par leur transformation, jusqu'à l'élimination des déchets.



A. Aschiéri (Foncier/Logement/Habitat), M. Tarbouriech (Alimentation de qualité), A.-M. Hautant (Santé/Alimentation)

Au-delà, c'est bien la question cruciale de l'autonomie alimentaire dans notre région qui se pose, et les moyens que l'on se donne. Une étude prospective va être lancée prochainement.

ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS : MAISONS RÉGIONALES DE LA SANTÉ (MRS) Lancement des appels à projets

Dans un contexte de crise de la démographie médicale et d'inégalité de répartition géographique de l'offre de soins, les MRS pourront permettre de lutter contre les déserts médicaux, garantir l'amélioration de l'accès à la médecine dite de premier recours (généraliste) et des conditions d'exercice des professionnels.

Les MRS sont devenues une démarche fédératrice d'initiatives qui vise à consolider et développer une offre de soins de proximité de qualité, garantir une égalité d'accès à la santé pour tous les citoyens, assurer une coopération entre les professionnels de l'offre de soins, et entre ces professionnels et l'ensemble du système de santé autour de l'hôpital public

Par ailleurs, la délégation soutient prioritairement des actions d'information, d'éducation et d'accompagnement, relatives aux problématiques de santé destinées aux jeunes : SIDA, MST, addictions, malnutrition, homophobie, violences, souffrance psychiques...

Alimenter l'esprit : la culture, les cultures !

Agenda 21 de la Culture : les éco-festivals

Le secteur de la culture est particulièrement en souffrance en ces périodes de crise. Il y a malheureusement peu d'espace possible de collaboration avec le vice-président en charge de la culture ! Questionnement de notre part sur le financement de Marseille Provence 2013. L'aide aux petites structures culturelles locales, de plus en plus précarisées, est pour nous un combat !

Aïcha SIF, présidente EELV de la commission culture, met en place de nouvelles manières d'appréhender la culture et la mutualisation des talents et des moyens, développées avec les acteurs, avec les Coopératives d'Activités et d'Emplois Culturelles (CAE), en cours de création.

Promotion des Langues et Cultures régionales

Une Commission « Langues et cultures régionales », fortement soutenue par H. Guerrero, M. Tarbouriech et A.M. Hautant a été créée et le budget « Promotion des langues régionales » augmenté de 130.000 € de 2010 à 2011 (hausse de 20 %). Hervé soutient les actions en faveur de la langue d'Oc/Occitane, pilier de la cohésion régionale.

A noter un conventionnement avec l'Éducation Nationale, des opérations festives comme « l'assemblada » et une aide marquée aux acteurs de terrain.

POUR UNE AGRICULTURE DE QUALITÉ !

Avant 2004, il manquait une vision globale écologique dans la politique agricole. Les Verts, et plus particulièrement J. Olivier, ont marqué de leur sceau la politique agricole de la Région en disant non aux OGM en plein champ dès 2004, en mettant en place une action « cantine bio » dès 2005 dans les lycées, en soutenant les 1^{ères} assises de la bio en 2006 et le plan cadre régional de développement de l'agriculture biologique.

Un amendement que nous avons déposé en 2011 a permis d'introduire l'objectif de 30% d'agriculture biologique en PACA d'ici 2020.

En 2010 en PACA, le taux de pénétration de la bio dans l'agriculture est de 10,5 % de la Surface Agricole Utile (8,7 % en 2009). La moyenne nationale est de 3,09 % (2,46 % en 2009).

Combat pour la préservation et reconquête des terres agricoles !

La situation est très grave et l'enjeu vital pour notre alimentation. En France, en matière de terres agricoles, l'équivalent de la superficie d'un département disparaît tous les 7 ans. Dans notre Région, 3000 ha de terres agricoles disparaissent chaque année. **A ce rythme, en 2030, l'agriculture aura totalement disparu de nos zones périurbaines, alors même qu'elles produisent 75% de la richesse agricole de la région.**

Une course contre la montre est engagée ! Nous apportons notre contribution à la lutte contre ce phénomène en aidant les communes et les intercommunalités qui le souhaitent à acquérir du foncier agricole pour le mettre en exploitation, soit en le confiant à des agriculteurs, soit en l'exploitant elles-mêmes.

Au service de ces nouvelles priorités, a été mis en place, sous l'impulsion d'A. Aschiéri, un système de bonus des aides de la Région en faveur des collectivités qui sont situées en zone de montagne, qui inscrivent leur projet d'équipement dans une dimension intercommunale ou qui respectent la loi SRU (20% logements sociaux).

Pour la conservation et la valorisation des anciennes variétés cultivées

Sous l'impulsion de M. Tarbouriech, la Région travaille sur la structuration d'un réseau régional de gestion des ressources génétiques sur les diverses filières agricoles (céréales, espèces fruitières, légumières, fourragères, chèvre du Rove...).



Nos politiques phares

Réduire consommation et facture énergétiques : l'isolation des bâtiments

La rénovation des HLM engagée avec les bailleurs, se poursuit et l'efficacité énergétique est prioritaire. C. Charriau et A. Aschiéri ont développé un programme répondant aux enjeux du développement soutenable :

ENJEU SOCIAL : lutter contre la précarité énergétique ! La part des ressources consacrées par les ménages à des dépenses énergétiques, en particulier dans le logement, est en augmentation croissante.

ENJEU ECONOMIQUE. De nouveaux marchés et de nombreux emplois pour le secteur du bâtiment ! Des compétences et des qualifications sont à développer.

ENJEU DÉMOCRATIQUE. Les économies d'énergie induisent des changements de comportement. Il y a nécessité d'associer les locataires à toutes les étapes du processus de réhabilitation.

Les exigences énergétiques s'appliqueront à la rénovation urbaine pour tous les projets ANRU et également pour ceux portés par les structures d'insertion par le logement et les foyers d'hébergement.

Il s'agira de s'intéresser également à l'habitat privé, aux copropriétés dégradées (avec des critères sociaux d'éligibilité au programme).

AGIR + !

Basé sur l'innovation, l'expérimentation, la coopération et la mise en réseau des acteurs d'un territoire ou d'une filière économique, le programme A.G.I.R. + (Action Globale Innovante pour la Région), piloté avec énergie par Annick Delhaye, se déploie essentiellement par des appels à projets permanents auprès des différents acteurs : le monde agricole, le tourisme, le bâtiment, les associations, les collectivités, les entreprises...

Il s'agit de desserrer la contrainte qui pèse sur la région en alimentation électrique, lutter contre l'effet de serre, mobiliser largement, favoriser de bons réflexes pérennes et renforcer les capacités des acteurs locaux pour intégrer la dimension « développement soutenable ». Voir chiffres dans l'encadré à droite.



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : une préoccupation majeure !

Délégué au Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire, H. Guerrero contribue activement à la révision du schéma, rendue nécessaire par l'accélération du changement climatique, des difficultés sociales accrues et des changements majeurs (réformes fiscales et territoriale, révision des politiques publiques...). La rencontre avec les acteurs, la jeunesse, les universités du territoire a été très enrichissante. Ces débats, joutes, « targas » sont visibles sur le site <http://2030.regionpaca.fr>.

« Notre Région à l'horizon 2030 » sera le fruit d'un travail collectif. Chacun-e peut participer et bâtir cette vision régionale partagée et porteuse de mieux vivre ensemble.

Pour une gestion intégrée du littoral

Le littoral exerce une attractivité sans commune mesure avec les autres territoires de la région. Environ 8 personnes sur 10 habitent cet espace, sur lequel s'exercent de fortes pressions foncières, touristiques, urbanistiques, d'infrastructures de transports...

Sous la houlette de C. Sandel (qui a représenté la Région au Grenelle de la mer et qui a été élue dernièrement présidente de *Rivages de France*, association qui joue un rôle essentiel dans la gestion des sites littoraux et lacustres), les écologistes défendent les enjeux d'une « gestion intégrée » du littoral.

C. Sandel est très investie sur la construction de la Stratégie Régionale mer et littoral, qui s'appuie sur les trois piliers du développement durable. Après une phase de diagnostic, cette démarche va se concrétiser par une délibération en Juin 2012 avant d'aborder des chantiers plus opérationnels.

LA BIODIVERSITE : NOTRE ASSURANCE-VIE !

LA BIODIVERSITÉ ENGENDRE 1 EMPLOI SUR 6 EN FRANCE.

40% DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES en dépendent directement (agro-alimentaire, textile, médicaments, tourisme et loisirs...)

Des métiers nouveaux émergent : génie écologique, reconversion de friches industrielles, éducation à la biodiversité... Un nouveau regard sur la biodiversité multiplie les opportunités d'innovation, qui mobilisent les acteurs publics, la recherche, les entreprises...

En matière de biodiversité, l'objectif d'EELV est simple et ambitieux : faire comprendre à tous nos partenaires qu'elle est notre assurance-vie et qu'il est de notre responsabilité collective de la préserver à travers l'ensemble de nos activités.

C'est dans cet esprit qu'A. Jaeger, déléguée à la biodiversité, s'emploie à élaborer une **Stratégie globale de la biodiversité** en PACA.

Cette stratégie est co-construite avec les acteurs du territoire, à travers la réunion récurrente des acteurs de la biodiversité mais aussi au sein des Assises de la Biodiversité (juin 2011) et des 6 ateliers départementaux de diagnostic partagé (janvier et février 2012). **Un plan d'action en découlera, visant tout autant l'intégration de la biodiversité dans les politiques sectorielles régionales (tourisme, aménagement du territoire, agriculture, etc), que les actions qu'elle peut impulser avec ses partenaires.**

Cette stratégie s'appuie sur un outil-phare en cours d'élaboration : l'**Observatoire régional de la Biodiversité**, outil opérationnel pour accompagner la prise de décision des collectivités.

S'ALIMENTER EN ENERGIES,

Moins gaspiller, mieux produire localement !

PROGRAMME A.G.I.R. (2007-2010)

70 MILLIONS €

+ DE 900 ENTREPRISES, BUREAUX D'ÉTUDES, MAÎTRES D'OUVRAGE ET ORGANISMES PROFESSIONNELS TRAVAILLANT ENSEMBLE

+ 8 DIRECTIONS DE LA RÉGION MOBILISÉES

PACA EN 2010 : 1^{ère} RÉGION EN SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE, 2^e EN SOLAIRE THERMIQUE. (11^e place en 2004 !)

PROGRAMME A.G.I.R.+

60 MILLIONS € POUR 2010-2014

BUDGET TOTAL 2011 : 12.3 MILLIONS €

PRODUITS DE SOURCE RENOUVELABLE :

1.3 MILLIONS DE KWH/AN

4.2 MILLIONS DE KWHEP/AN ÉCONOMISÉS

NOMBRE DE PROJETS AIDÉS EN 2011 : 130

Nb TOTAL DE PROJETS 2007-2011 : 870

Motion portée par EELV, votée en avril 2011 :

« Pour une meilleure prise en compte du risque nucléaire dans notre région »

En résumé, cette motion :

- demande au Préfet de convoquer une Conférence régionale de sûreté nucléaire, associant l'ensemble des acteurs de la filière, les collectivités et les représentants des associations concernées dans la Région. (Sans réponse jusqu'à ce jour)

- et demande de « promouvoir dans le cadre de nos politiques régionales tous les dispositifs de transition énergétique permettant de préparer une sortie progressive du nucléaire ». (Etude en cours par l'Institut Negawatt)

ISOLATION DES BÂTIMENTS

LES BÂTIMENTS SONT RESPONSABLES À 40 % DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE.

Programme phare RHEA-HLM

CIBLE D'INTERVENTION : 10 % DU PARC SOCIAL DE LA RÉGION. 60 M€ EN 4 ANS.

25 000 LOGEMENTS SERONT RÉNOVÉS D'ICI 2014

750 M € DE TRAVAUX PROJETÉS

2011 : DÉJÀ 15 M€ QUI ONT PERMIS D'ENGAGER LA RÉHABILITATION ÉCOLOGIQUE DE 7350 LOGEMENTS SOCIAUX.

LA BIODIVERSITÉ : NOTRE ASSURANCE-VIE !

STRATÉGIE GLOBALE DE LA BIODIVERSITÉ EN PACA OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE LA BIODIVERSITÉ

RÉVISION DU SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE (SRADDT)

STRATÉGIE RÉGIONALE MER ET LITTORAL

MIEUX SE DÉPLACER

2,1 % DE TRAINS SUPPRIMÉS EN 2011,
CONTRE 9,4 % EN 2009-2010,

PONCTUALITÉ EN 2011 : 88,1 (2009-2010 : 84.1)

2011, LA FRÉQUENTATION A PROGRESSÉ DE 12,7%
ET LES RECETTES DE 10,5%

100 000 USAGERS CHAQUE JOUR DANS LES TER.

2012 ON CONTINUE D'AMÉLIORER LA QUALITÉ ! PLAN PRIORIT 2013

L'OBJECTIF DE PONCTUALITÉ A ÉTÉ ARRÊTÉ À 93.8%

LA LIMITE DU NOMBRE DE SUPPRESSIONS A ÉTÉ FIXÉ
À 1.8%.

GRATUITÉ ET ACCESSIBILITÉ ! LA CARTE ZOU !

GRATUITÉ : aux étudiants (-26 ans), lycéens, apprentis et stagiaires, sur tous les trajets entre le domicile et le lieu d'études avec l'achat d'une carte annuelle de 15 € et une réduction de 50% sur l'ensemble des transports de la région.

POUR TOUS : 50% de réduction sur tous les trajets et 75% sur le trajet favori avec l'achat de 10 tickets (coût de la carte annuelle : 30 €).

90% de réduction sur tous les trajets, aux précaires, chômeurs, invalides ayant un revenu inférieur au SMIC, avec la carte solidarité, valable désormais 1 an au lieu de 6 mois.

+ DE TRANSPORTS EN COMMUN

Les déplacements constituent un enjeu majeur, tant social, environnemental qu'économique, pour nos concitoyens comme pour les entreprises et les collectivités. Face à un prix du carburant en constante augmentation, à la raréfaction des carburants fossiles et à la croissance des émissions de gaz à effet de serre, la nécessité de transports collectifs accessibles et de qualité est pour nous une urgence.

QUALITÉ DU SERVICE TER DE RETOUR !

La majorité élue en 2010 avait un enjeu majeur : redresser la qualité et la fiabilité du service TER, qualité qui était dégradée et entraînait un fort mécontentement des usagers. Un an après, le plan PrioriT, issu d'un accord Région, SNCF et Réseau Ferré de France (RFF), a permis un redressement du service (+ de trains, à l'heure, informations aux usagers en temps réel...). Les usagers s'y retrouvent puisqu'on a enregistré une augmentation de la fréquentation et des recettes en hausse !

GRATUITE ET ACCESSIBILITÉ !

Favoriser l'accès aux transports pour tous, encourager l'usage régulier du train est une priorité écologique et sociale : la région a voté une importante réforme tarifaire fin avril 2011. Voilà la carte ZOU ! (cf encadré)



PLAN VELO

Par une délibération votée fin 2010, la Région investit dans le vélo comme moyen de déplacement. Pour circuler en ville sur des pistes cyclables sécurisées, la région co-finance à 50% les pistes cyclables dans un rayon de 3 kms autour des gares et des lycées. Elle finance jusqu'à 75 % les parkings vélos sécurisés, afin que l'on puisse laisser son vélo en toute quiétude. Elle développe les voies vertes et vélos-routes.

NON À LA TRÈS GRANDE VITESSE (LGV), NON À TRÈS GRAND IMMOBILISME

Les écologistes l'ont dit et redit : la LGV PACA décidée par l'Etat n'est pas notre priorité. En revanche, nous avons besoin de développer un réseau régional qui date de plus d'un siècle et n'est plus adapté aux besoins des habitants de notre région. C'est pourquoi le projet « LGV PACA », doit évoluer vers une amélioration du réseau ferré régional. Dans ce cadre-là, nous avons fait adopter un plan de développement du transport régional à l'horizon 2015/2023/2040 qui prévoit une augmentation de capacité sur certains axes : Marseille-Aix, Toulon-Hyères, Cannes-Grasse-Nice, Marseille-Aubagne, des réouvertures de lignes : Avignon-Carpentras, Carnoules-Gardanne, Digne-St Auban, Rognac-Aix, Pertuis-Cavaillon, Les Arc-Druguignan, Aubagne-Valdonne.

NOTRE CONCEPTION DU SERVICE PUBLIC : UNE CONCERTATION PERMANENTE AVEC LES USAGERS

Depuis un an nous avons rencontré au travers de plus de cent réunions, associations, syndicats et usagers des transports. Les comités de ligne ont été dynamisés et les représentants des usagers peuvent aujourd'hui faire remonter leurs demandes et critiques.

DÉFENSE DE L'EMPLOI ET DE LA RECONVERSION ÉCOLOGIQUE DE L'INDUSTRIE

C'est en travaillant sur les problématiques de reconversion de l'industrie que les écologistes accompagnent les solutions pour l'emploi et l'industrie de demain dans notre région.

Sophie Camard analyse et porte les projets de recherche permettant la reconversion industrielle de territoires comme l'Etang de Berre (chimie verte : carburants algues, recyclage...) et, avec L. Vichnievsky et J.-Y. Petit, une position sur le projet stratégique du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM).

S. Camard préside le comité d'engagement d'un fonds d'Économie responsable (le CEDRE - 3 M€) qui permettra d'aider une vingtaine de structures exemplaire sur critères (PME, SCOP ou structures d'Économie sociale et solidaire (ESS) confondues).

Elle s'est mobilisée avec P. Chesneau pour le financement régional des pôles d'innovation face à des difficultés de financement par le FEDER. Elle préside également avec A. Delhayé des groupes de travail régionaux sur l'économie

verte (définition, évaluation régionale) et sur le recyclage (projet en cours avec les ressources).

Elles ont animé la mobilisation du groupe EELV pour le projet d'éoliennes flottantes.

Le groupe défend la politique volontariste de la Région en faveur de l'insertion par l'activité économique (budget, clause d'insertion dans nos marchés) et en faveur de l'ESS.

Il entretient des relations continues avec les acteurs économiques et syndicaux régionaux.

(MIEUX) SE LOGER Une question capitale !

Habitat et logement. Un nouveau programme « RHEA HLM » (voir p 5) a fixé l'objectif de la réhabilitation sociale et énergétique de plus de 25 000 logements sociaux parmi les plus « énergivores », dans le cadre de conventions pluriannuelles de programmation avec les organismes HLM.

De plus, la région cofinance les programmes de rénovation urbaine impulsés par l'ANRU (5 M€ en 2011), les projets d'acquisition-amélioration de logements par des bailleurs sociaux qui les louent en loyers sociaux (2 M€ en 2011), les projets permettant à des publics en difficulté d'accéder ou de se maintenir dans un logement décent et adapté (4 M€ en 2012), des opérations d'amélioration de l'habitat pour la réhabilitation des centres anciens (3M€), ainsi que les projets innovants (2,5 M€).

Foncier et Urbanisme. Il s'agit désormais de :

Favoriser la solidarité territoriale et réduire les disparités socio-spatiales en attribuant aux collectivités des bonus à l'aide régionale si elles respectent la loi SRU (20% de logements sociaux) et désormais des malus à celles qui ne la respectent pas.

Encourager la rénovation urbaine des centres-villes et villageois et lutter contre l'étalement urbain, par la mise en œuvre d'un urbanisme économe en ressources foncières et énergétiques.

Rechercher un effet levier sur la production de logement social en mettant la priorité sur les projets d'ensemble favorables aux logements sociaux, en augmentant le taux de l'aide régionale.

Renforcer l'action de la Région en faveur du foncier agricole, en aidant les communes à acquérir des terres agricoles.

Ce sont 17 M€ qui ont été mobilisés en 2011 sur plusieurs centaines d'opérations participant à l'atteinte de cette série d'objectifs.

Développement de l'économie responsable

Dans le cadre de cette délégation portée par P. Chesneau, nous avons pu constituer une poignée de clubs d'acteurs responsables (chefs d'entreprise, encadrants, syndicalistes, experts, associations environnementales...) dans les différents territoires régionaux. Nous avons ainsi progressé dans la définition de l'économie responsable en PACA, dans les champs de la gouvernance participative, des richesses humaines, de l'environnement, de la santé économique ou de l'ancrage territorial.

Nous avons ainsi pu vérifier combien les acteurs économiques ont entrepris des démarches responsables qui prennent en compte leur impact environnemental ou social, qui confortent la pérennité de l'entreprise et des emplois.

Les élu-e-s suscitent, accompagnent et traduisent politiquement des mobilisations citoyennes, associatives, syndicales... ! Dossiers plus détaillés sur notre site web. Délibérations, vœux et motions y sont téléchargeables.



LUTTE CONTRE LES PARADIS FISCAUX. Délibération phare votée dès le début du mandat, sous l'impulsion de **L. Vichnievsky**. La Région exige désormais une réelle transparence de la part de ses partenaires financiers (information sur les implantations et activités des banques, dispositifs mis en place contre le blanchiment et la lutte contre la corruption...). Depuis le vote, la Région a lancé 4 consultations, pour lesquelles les documents précités ont été envoyés par les banques et ont fait l'objet d'une étude.

STOP ITER ET CONTRE LE NUCLÉAIRE (Elu-e-s référents : **C. Desplats, A. Delhaye, P. Chesneau**) - Le Conseil régional s'engage à promouvoir tous les dispositifs de transition énergétique pour une sortie progressive du nucléaire d'ici 2050. Motion proposée par le groupe EELV/Poc votée le 29 avril 2011. Le Conseil Régional est désormais engagé dans une étude sur cette transition avec l'Institut Negawatt.

NON AUX GAZ DE SCHISTE (Refs : **C. Desplats, J. Olivier, P. Souvet**) - Vœu porté par les conseillers régionaux EELV/Poc, voté le 18 février 2011.

NON À LA RECHERCHE D'HYDROCARBURES AU LARGE DE NOS CÔTES (**C. Sandel, S. Camard, A. Delhaye, A. Jaeger, C. Desplats**) - Lettres en dec 2010 puis jv 2012 à N. Kosciusko-Morizet, Ministre de l'Ecologie et du Développement durable. Copie à F. Baroin et E. Besson - Vœu proposé par le groupe EELV/Poc, voté par la majorité le 16 décembre 2011.

POUR LE PARC NATIONAL DES CALANQUES (**C. Sandel, A. Delhaye, C. Desplats**) - Contribution à l'enquête publique sur le projet de création du parc, en nov. 2011.

OIN PLAINE DU VAR : CONTRE LA « BÉTON-VALLÉE » (**A. Jaeger, A. Aschieri**)

EAU BIEN COMMUN DE L'HUMANITÉ + APPUI AU FORUM ALTERNATIF MONDIAL DE L'EAU (FAME) (Refs : **A. Delhaye, L. Vichnievsky**)
Nombreuses actions de terrain. Amendement EELV/Poc au Budget régional 2011 : financement du Forum alternatif.

SOUTIEN AUX SALARIÉS (FRALIB, LYONDELLBASEL...) (**S. Camard, P. Chesneau, J.Y. Petit, P. Souvet**)

CONTRE LA LGV, POUR DES TRANSPORTS RÉGIONAUX PERFORMANTS (**J.-Y. Petit, P. Chesneau, C. Desplats, H. Guerrera**) - Transformation du projet de ligne à très grande vitesse LGV PACA, en un projet en faveur du transport ferroviaire régional et du fret

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS :

CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES (**C. Charriau, P. Souvet**) - Adhésion de la Région à l'association des élus contre la violence faite aux femmes (29 avril 2011)

CONTRE L'HOMOPHOBIE (**A. Sif, P. Souvet**) - Motion votée en avril 2009, appui aux associations de lutte contre l'homophobie, notamment dans les lycées.

CONTRE L'EXCLUSION DES ROMS (**S. Camard, A. Sif, P. Souvet, H. Guerrera**) - Mobilisations et appui au protocole d'accord avec le collectif ROMS et à la création du centre solidaire d'hébergement de la Région.

PACA TERRE SANS EXPULSION (**J. Faguer**) - Solidarité vers les sans-papiers, notamment les enfants scolarisés - Motion votée le 10 dec 2010

MARCHE DES SANS PAPIERS EN MAI 2010

POUR LES LOGICIELS LIBRES ET L'OPEN DATA (**P. Mussi**)

LUTTE CONTRE LES DÉCHARGES SAUVAGES ET LA GESTION OCCULTE DES DÉCHETS (**C. Desplats, A. Delhaye, L. Vichnievsky**)

SYNERGIES RÉGIONS / NATIONAL / EUROPE Citoyen-ne-s / Militant-e-s / Elu-e-s

Travail en synergie avec les eurodéputé-e-s EELV. Michèle Rivasi et François Alfonsi sont très présents en PACA et les collaborations sont régulières avec les conseiller-e-s régionaux EELV. Des délégations de citoyen-ne-s, militant-e-s et élu-e-s de la région PACA, sont régulièrement invitées au Parlement Européen à Strasbourg, par les eurodéputé-e-s du sud-est.

Présence régulière de **Cécile Duflot**, la secrétaire nationale d'EELV et d'**Eva Joly**, pour les mobilisations écologistes du sud-est.

Chaque année, ont lieu les **rencontres nationales des conseiller-e-s régionaux EELV**. 2 jours d'échanges et de travail sur leurs politiques.

Les 7 et 8 mars 2012, c'est à Marseille !

SOLIDARITÉS INTERNATIONALES (J. Faguer)

La Région réalise des coopérations décentralisées et gère des fonds européens (fonds FEDER FSE et FEADER).

Joëlle Faguer est très présente et active dans le cadre de sa délégation affectée aux solidarités internationales (gestion de crises). Cette possibilité pour notre Région d'intervenir directement pour aider d'autres régions de pays étrangers est strictement encadrée par la loi et imposent que nous agissions dans le cadre de l'urgence.

Les territoires suivis actuellement sont Haïti, un gouvernorat de Tunisie et la Corne de l'Afrique.

En Haïti, il s'agit de reconstruction d'une école d'infirmeries avec des containers maritimes ou encore un projet de remise en état des réseaux d'eau de la commune de Grand Goave.

Pour la Tunisie, même processus, puisque la Région a d'abord répondu à une situation d'urgence humanitaire au moment où les réfugiés libyens sont arrivés en masse en Tunisie, en envoyant du matériel médical aux hôpitaux de Thala et de Kasserine. Une convention de coopération décentralisée vient d'être signée avec Kasserine.

Pour la Corne d'Afrique : soutien à l'aide alimentaire. Après l'envoi directement par la Région de 110 tonnes de riz camargais via le Programme Alimentaire Mondial, il est projeté le soutien aux ONG de terrain. Les priorités de la Région ont été posées en début de mandat : atteinte des « objectifs du millénaire pour le développement » et les actions de coopération doivent cibler les Pays les Moins Avancés.

L'objectif de la Région est d'aller au-delà de l'action humanitaire et d'instaurer des coopérations plus pérennes.



2010-2012, ce que nous avons fait !

TRANSPORTS

Augmentation de la fréquentation des TER, grâce au rétablissement de la qualité du service et politique de tarifs sociaux : la carte ZOU ! **541 TER** (en 2007) **705 en 2012**
 Lancement du principe d'un RER sur les étoiles ferroviaires métropolitaines (Marseille, Aix, Toulon, Nice, Avignon...)
 Pilotage d'importantes études de modernisation des voies ferrées et de réouverture de lignes au trafic voyageurs
 Transformation du projet de ligne à très grande vitesse LGV PACA en un projet en faveur du transport ferroviaire régional et du fret
 Rénovation de la ligne des Chemins de Fer de Provence, mise en circulation du nouveau matériel et célébration du centenaire de la ligne des CP

EMPLOI/ÉCONOMIE

Augmentation du budget emploi/insertion et du budget de l'ESS en PACA.
 Etudes sur la chimie verte, travail en cours sur la reconversion de l'industrie et sur le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM)
 Soutien aux projets d'économie verte

SANTÉ/ALIMENTATION

Nouvelle politique au Conseil Régional, défendue par EELV/Poc !
 Du bio dans les restos CROUS et dans la restauration scolaire des lycées et CFA
 Création de Maisons Régionales de la Santé (MRS) !

AGRICULTURE

Vote pour 30% agriculture bio (d'ici 2020), étude à venir sur souveraineté alimentaire de PACA.

LOGEMENTS/FONCIER/HABITAT

Programme de réhabilitation thermique pour 25 000 logements sociaux en 4 ans
 Dispositifs contre l'étalement urbain
 Budget pour le foncier agricole : aides à l'acquisition de terres agricoles
 Dispositifs pour + de logements sociaux... Ex : bonus ou pénalités dans les aides régionales pour communes qui ne respectent pas la loi SRU (20% de logements sociaux)

ÉNERGIE/DVPT SOUTENABLE/CLIMAT

AGIR + : programme de dvpt des économies d'énergie, dans tous les secteurs et développement des énergies renouvelables. Motion pour la sortie du nucléaire et étude en cours pour la transition énergétique, commandée à l'Institut Negawatt
LITTORAL : Elaboration d'une Stratégie régionale de la mer et du littoral
BIODIVERSITÉ : Elaboration d'une Stratégie globale et d'un Observatoire régional
 1 nouveau Parc Naturel Régional : les Préalpes d'Azur + nouvelles Réserves Naturelles
CLIMAT : Plan climat et énergie en route...
CULTURE : démarrage agenda 21 dans le secteur de la culture, création en cours de coopératives d'activités et d'emplois culturels (CAE), soutien aux structures de proximité
COMMUNICATION : + de 70 communiqués de presse en 2 ans, site web mis à jour régulièrement avec l'explication des politiques et les délibérations-clé, des **fiches thématiques** téléchargeables.

2012-2014, ce qu'il nous reste à faire...

FONCIER / LOGEMENT / HABITAT

- Evaluation de la performance thermique du programme de réhabilitation thermique des logements RHEA HLM, en concertation avec les locataires
- Programme d'accompagnement sur l'habitat participatif
- Lancement d'un nouveau programme transversal pour faciliter l'accès au logement des jeunes travailleurs, stagiaires, apprentis et étudiants les plus précarisés
- Lancement d'un partenariat financier stratégique avec la Fondation reconnue d'utilité publique « Terre de liens » pour démultiplier le programme régional d'aides aux communes en faveur de la préservation des terres agricoles

SANTÉ / ALIMENTATION

- Diffusion des pyramides de l'alimentation méditerranéenne dans les lycées et CFA. L'objectif est de valoriser les bienfaits de l'alimentation méditerranéenne, former notre personnel de cuisine etc
- Lancement d'un dispositif d'accès à la contraception gratuite et anonyme pour les jeunes

TRANSPORTS / ÉCO-MOBILITÉ

- Mise en œuvre de la 2^e phase de la réforme tarifaire : tarification zonale intermodale type « Pass Navigo » : titres uniques pour les abonnements et les carnets de voyages, pass journaliers et événementiels achetables par internet
- Mise en place de Maisons de la mobilité : guichets uniques pour la vente de titres, les services vélos, le covoiturage à Aix, Moux-Sartoux, Digne, Manosque...
- Ouverture de la « virgule » d'Avignon et de la liaison ferrée avec Carpentras, cadencement à 20 minutes de la ligne Marseille-Aubagne, rétablissement de relations transfrontalières directes à Vintimille et Cuneo
- Triplement de la capacité du raccordement ferré du port de Fos, implication de la Région dans la desserte en fret ferroviaire du territoire régional et reprise de l'exploitation de la ligne des Chemins de fer de Provence

ÉNERGIE / DVPT SOUTENABLE

- Mise en place d'un opérateur régional énergétique pour porter des opérations de maîtrise de demande énergétique et soutenir des projets locaux d'énergie renouvelable.
- Mise en place des actions issues de l'étude « Négawatt régionale » pour une transition énergétique et une sortie du nucléaire pour 2050
- Exemplarité de l'institution en matière de fourniture énergétique en passant un contrat avec Enercoop paca
- Couverture du territoire régional par des agences locales de l'énergie
- Création de postes d'économies de flux dans les lycées
- Soutien aux projets de monnaies locales
- Mise en place d'appels à projets sur les économies d'éau
- Etude de faisabilité pour la création de 2 nouveaux Parc Naturels Régionaux : Sainte Baume et Ventoux
- Mise en place d'un plan d'action sur la biodiversité
- Mise en place des éco conditionnalités des aides régionales
- Vote du Schéma Régional Climat Air Energie (SCRAE) et du Schéma de cohérence écologique, co-construit avec l'Etat (SRCE)

Cette liste n'est pas exhaustive et ne tient compte que des délégations détenues par EELV !

Groupe Europe Ecologie / Les Verts / Partit occitan

Conseil régional PACA
 Hôtel de Région, 27 place Jules Guesde
 13481 Marseille Cedex 20

Tél : 04 91 57 50 72 Fax : 04 91 57 50 89

Secrétariat : Annick Chaussy-Lejeune
 alejeune_chaussy@regionpaca.fr

Coordnatrice : Flora BOULAY
 04 91 57 52 09 fboulay@regionpaca.fr

Chargé de mission : Thomas DJIAN
 04 88 73 62 83 tdjian@regionpaca.fr

Communication : Emma CHAMARD
 04 88 73 67 48 echamard@regionpaca.fr

Ecrire aux élu-e-s :
 initiale prenom+nom@regionpaca.fr

<http://paca.elus-ecologistes.fr>